

contrats d'infrastructure. Bien entendu, une maison canadienne a obtenu le contrat des simulateurs, mais les renseignements que j'ai obtenus au sujet de l'infrastructure indiquent qu'aucun entrepreneur canadien n'a encore réussi dans ce domaine.

M. Fisher: Le ministre peut-il donner au comité une idée du montant des contrats de l'an dernier à l'égard desquels les Canadiens n'ont pas présenté de soumissions ou n'ont pas réussi à faire accepter leurs soumissions?

L'hon. M. Fleming: Je n'ai pas le montant global des dépenses d'infrastructure de l'OTAN, mais il devrait être fort élevé.

M. Herridge: Le ministre pourrait-il nous donner une idée de ce que comprend ce mot «infrastructure»? J'en ai une idée générale, mais l'honorable député peut-il nous dire ce qu'on entend au juste par ce mot?

L'hon. M. Fleming: «Infrastructure» est une expression qui est devenue d'usage bien courant au cours de la dernière décennie. De fait, je pense que c'est l'OTAN même qui l'a utilisée pour la première fois. Elle s'applique aux installations permanentes—aux installations fixes. Elle comprend les aéroports, les immeubles—tout ce qui est de nature permanente ou semi-permanente ou qui est une installation fixe.

L'hon. M. Hellyer: Je me demande si le ministre pourrait nous dire pourquoi la proportion canadienne des dépenses d'infrastructure est réduite en comparaison de ce qu'elle était auparavant?

L'hon. M. Fleming: Parce que l'humble représentant du gouvernement canadien au sein du comité a insisté sur le fait que la cotisation du Canada était plus forte que sa part. On a procédé à une révision générale des quotes-parts, étant donné que celle de certains associés européens avait été fixée à un moment où leur économie n'était pas aussi florissante qu'elle l'est aujourd'hui. À la suite de cette révision, les deux associés de l'Amérique du Nord ont obtenu une réduction de leurs quotes-parts, et certains pays d'Europe ont accepté que la leur soit haussée. C'est l'Allemagne qui a accepté la plus forte augmentation.

L'hon. M. Hellyer: Le ministre dit que la situation économique du Canada a fléchi relativement depuis deux ou trois ans et que c'est ce qui explique cette diminution.

L'hon. M. Fleming: Pas du tout. En réalité, les deux alliés de l'Amérique du Nord ont été appelés, les premières années, à contribuer au budget de l'OTAN pour son infrastructure. On a tenu compte à ce moment-là, de ce que l'économie des principaux associés

européens n'était pas aussi puissante que maintenant. Vu que la puissance économique de ces pays s'est accrue, rien ne les empêche d'assumer une plus grande part du fardeau, et c'est ce qu'ils ont fait, notamment l'Allemagne. Sa quote-part s'est sensiblement accrue. Qui va profiter de cette hausse de la quote-part de l'Allemagne, si ce n'est les autres pays? Les deux pays du continent américain, qui avaient accepté au début une quote-part élevée et hors de toute proportion, croyaient évidemment qu'on exigerait d'eux une part plus proportionnée que celle qu'ils avaient assumée jusqu'à présent.

L'hon. M. Hellyer: Je ne suis pas avocat, mais il me semble que, si l'économie des pays européens s'est consolidée, celle du Canada, par contre, n'a pu se tenir au pas.

L'hon. M. Fleming: Cette conclusion est absurde. Nous parlons maintenant en termes relatifs. Au fond—et je ne fais aucune excuse pour le rôle que j'ai joué en vue de réduire la quote-part du Canada—si nous pouvons épargner un million de dollars au contribuable canadien, nous ne devrions pas avoir à nous en excuser.

L'hon. M. Hellyer: C'est vraiment notre rôle de faire épargner de l'argent au contribuable canadien.

L'hon. M. Pearson: Le ministre est-il en train de nous expliquer qu'il a épargné un million de dollars sur l'infrastructure, comme les crédits supplémentaires le font voir?

L'hon. M. Fleming: Je faisais remarquer que la réduction de la part du budget qu'assume le Canada représentera à peu près ce chiffre. La réduction de la part qu'assument et les États-Unis et le Canada a suscité de longues discussions. La quote-part du Canada a diminué d'environ 1 p. 100—je ne me rappelle pas au juste de quelle fraction il s'agit—du budget global de l'infrastructure de l'OTAN.

L'hon. M. Pearson: Le ministre prétend que ses efforts nous ont valu une réduction d'environ un million. S'agit-il ici uniquement de l'infrastructure?

L'hon. M. Fleming: Oui, pour la prochaine année financière.

L'hon. M. Pearson: Le comité pourrait-il savoir à quoi correspond l'autre partie du crédit? S'agit-il des budgets militaires de l'OTAN? Quels sont les autres budgets militaires compris dans ce crédit?

L'hon. M. Fleming: Le versement supplémentaire au titre du budget militaire s'élève à \$580,000.